Développement durable et territoires

Économie, géographie, politique, droit, sociologie

Vol. 5, n°1 | Février 2014

Écologie industrielle, économie de la fonctionnalité

Éloi Laurent et Jacques Le Cacheux, 2012, *Économie de l'Environnement et Économie Écologique*, Paris, Armand Colin, 214 pages.

Leslie Carnoye

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/10189>

DOI : 10.4000/developpementdurable.10189

ISSN : 1772-9971

Éditeur

Association DD&T

Référence électronique

Leslie Carnoye, « Éloi Laurent et Jacques Le Cacheux, 2012, *Économie de l'Environnement et Économie Écologique*, Paris, Armand Colin, 214 pages. », *Développement durable et territoires* [En ligne], Vol. 5, n°1 | Février 2014, mis en ligne le 04 février 2014, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/10189> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.10189>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

Développement Durable et Territoires est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

Éloi Laurent et Jacques Le Cacheux,
2012, *Économie de l'Environnement et
Économie Écologique*, Paris, Armand
Colin, 214 pages.

Leslie Carnoye

- 1 Le défi relevé par Éloi Laurent et Jacques Le Cacheux est de résumer l'ensemble de l'analyse économique des questions environnementales, en regroupant à la fois la diversité des courants de pensée et celle des problématiques environnementales, dans

un ouvrage accessible à un large public. Les auteurs sont tous deux économistes au département des Études de l'Observatoire Français des Conjonctures Économiques (OFCE). Éloi Laurent est spécialisé dans les questions relatives au développement durable et auteur de l'ouvrage *Social-Écologie* (2011). Jacques Le Cacheux, Professeur à l'Université de Pau, a dirigé la thèse d'Éloi Laurent. Il est spécialiste de macroéconomie et a beaucoup travaillé sur les politiques économiques européennes.

- 2 L'initiative de cet ouvrage s'avère d'abord tout à fait novatrice et est donc particulièrement bienvenue en langue française. Les auteurs énoncent, dès l'introduction, que le livre est le reflet d'un positionnement particulier puisqu'il vise à montrer la « *fécondité des compatibilités* » (p.24) entre les approches de l'économie de l'environnement et de l'économie écologique. L'ouvrage est scindé en deux grandes parties, l'une se rapportant à l'économie de l'environnement et l'autre à l'économie écologique. Au sein de chacune d'elles, le premier chapitre cerne les « *analyses et politiques* » spécifiques à l'approche étudiée et le second présente divers « *défis et débats* » environnementaux contemporains. Une très grande diversité de thématiques sont regroupées au sein des deux chapitres « *défis et débats* » : énergie, ressources naturelles renouvelables (biodiversité, stocks de poissons, ressources en eau, forêts, denrées agricoles), politique climatique, économie verte et gouvernance environnementale pour l'économie de l'environnement, mais aussi la construction de l'IDH des Nations-Unies, les indicateurs de mieux vivre de l'OCDE, les rapports TEEB¹, l'initiative *Natural Capital*, la dette écologique, l'Union Européenne et le développement durable et les inégalités environnementales pour l'économie écologique. Le texte est structuré autour de multiples tableaux, graphiques, figures et encadrés qui contribuent souvent à illustrer utilement le propos, même si leur usage récurrent finit par gêner la progression logique de l'argumentation. Du fait de cette diversité, il n'est guère aisé, au lecteur non averti, de comprendre ce qui distingue fondamentalement les deux courants de pensée, et par conséquent de parvenir à saisir leurs compatibilités ou antagonismes. Globalement en effet, l'ouvrage est structuré autour de multiples sections et sous-sections, sans que les articulations entre l'économie de l'environnement et l'économie écologique ne soient beaucoup discutées, si ce n'est brièvement dans l'introduction.
- 3 Dans cette dernière, Éloi Laurent et Jacques Le Cacheux rappellent les origines étymologiques communes de l'économie et de l'écologie (venant du grec *oikos*), s'intéressant toutes deux aux interactions entre l'homme et son milieu. Les auteurs mettent en évidence que c'est grâce au progrès technique et à l'amélioration de la productivité depuis la révolution industrielle, que l'économie, dont la question fondamentale est alors celle de la rareté, a permis à l'humanité de sortir du « *piège malthusien* » (p. 9). Néanmoins, ce même développement économique se trouve aujourd'hui remis en cause, parce qu'à l'origine de changements environnementaux planétaires sans précédent, à tel point que nous serions entrés dans une nouvelle ère : l'Anthropocène, au sein de laquelle l'homme est désormais pensé comme une force géologique dominante. En termes d'histoire de la pensée, Éloi Laurent et Jacques Le Cacheux montrent que l'économie reste encastée dans l'environnement pour les physiocrates ainsi que pour les classiques. Néanmoins, les marginalistes et les néoclassiques déconnectent l'économie de la sphère productive et de ses « *racines terrestres* » (p. 21) et il faudra attendre les années 1920 pour que les contraintes environnementales soient de nouveau intégrées au travers de la notion d'externalité. Selon les auteurs, l'avènement de la crise des années 1970 marque toutefois un

tournant dans la pensée économique avec l'idée de soutenabilité : « le point n'est plus de mesurer les dommages écologiques de l'activité économique ni d'imaginer des moyens efficaces pour y remédier, mais d'analyser si le système économique lui-même passera l'épreuve du temps, compte tenu des modalités actuelles de production et de consommation » (p. 22).

- 4 Ainsi, dans cette introduction, Éloi Laurent et Jacques Le Cacheux présentent une progression historique de la pensée économique : de la rareté des ressources aux externalités puis à la soutenabilité ; cette dernière étape marquant par là même le dépassement de l'économie de l'environnement par l'économie écologique. Toutefois, de manière paradoxale, la suite de l'ouvrage n'est pas axée sur l'évolution historique de la pensée (le lecteur peine, par exemple, à identifier quels sont les grands auteurs des deux courants de pensée parmi les références mentionnées dans le texte) et laisse au contraire davantage penser à une répartition de nature thématique entre l'économie de l'environnement et l'économie écologique. Selon Éloi Laurent et Jacques Le Cacheux, les « analyses » de l'économie de l'environnement apparaissent centrées sur les ressources naturelles (en lien avec les régimes de propriété), les différents types de biens environnementaux et les externalités, alors que les « politiques » s'articulent autour de l'évaluation monétaire et le calcul coût-bénéfice ainsi que d'autres instruments tels que l'information, la réglementation, les taxes/subventions ou la mise en place de systèmes de quotas et de marché. Les « analyses » de l'économie écologique concernent quant à elles la question de la soutenabilité, la notion de capital naturel et son rendement, et sont caractérisées par une vision plus systémique des interdépendances entre systèmes naturels et humains. Les « politiques » qui en découlent concernent le découplage et les indicateurs de soutenabilité et une section traite aussi de la justice environnementale et des inégalités.
- 5 Cette répartition thématique entre les courants de pensée peut ainsi surprendre le lecteur, dans la mesure où la question de la soutenabilité et la notion de capital naturel sont aussi deux thèmes très présents en économie de l'environnement, alors que les problématiques énergétiques, la question de la biodiversité, des ressources en eau, des forêts, l'agriculture, mais aussi les politiques climatiques etc. font aussi l'objet de nombreuses recherches en économie écologique. Face à cette diversité, nous avons choisi d'analyser plus profondément la manière dont Éloi Laurent et Jacques Le Cacheux traitent deux thématiques : celles de la soutenabilité et des services écosystémiques, qui semblent particulièrement liées aux identités respectives des deux courants.
- 6 La majeure partie de l'ouvrage dédiée à l'économie écologique est donc consacrée à l'analyse de la soutenabilité. Plus précisément, les auteurs montrent que cette dernière est sous-tendue par la question de la surconsommation, toute la difficulté étant de cerner par rapport à quoi – c'est-à-dire d'établir les critères de la soutenabilité. Les auteurs mettent d'abord en évidence les problèmes posés par la soutenabilité à l'analyse économique standard (parce que reposant sur la notion de besoin et non sur celle de bien-être, tout en se focalisant sur les questions d'équité intra et intergénérationnelles), avant de distinguer les deux perspectives de la soutenabilité forte et faible. Éloi Laurent et Jacques Le Cacheux développent plus longuement l'optique de la soutenabilité faible dans cette partie de l'ouvrage, qu'ils présentent comme une approche évolutive, permettant d'envisager un avenir maîtrisable. Par ailleurs, les auteurs précisent dans l'introduction, qu'il s'avère « stérile » de penser l'économie écologique comme représentante de la soutenabilité « forte », alors que

l'économie de l'environnement serait l'apanage de la soutenabilité « faible ». Cette division poserait selon les auteurs un problème de pertinence scientifique : « *ni l'une ni l'autre version de la soutenabilité n'étant falsifiables, il est malaisé de les transposer dans le champ de la modélisation* » (p. 24) !

- 7 La thématique des services écosystémiques et la question de l'évaluation monétaire des biens environnementaux sont traitées à la fois dans la partie de l'ouvrage consacrée à l'économie de l'environnement et dans celle consacrée à l'économie écologique. Il s'avère néanmoins difficile de saisir quels sont les apports respectifs des deux courants de pensée sur le sujet. En ce qui concerne l'économie de l'environnement, les auteurs mentionnent l'importance de la notion « d'externalités », qui représentent autant de défaillances de marché : un écart se creuse entre le coût privé et le coût social, en raison d'interactions hors marché entre les agents économiques. Afin de résoudre ce problème, les instruments politiques privilégiés sont les taxes et les subventions (solutions pigouviennes) ou la mise en place de quotas et de marchés (solutions coasiennes), mais aussi la valorisation économique des ressources naturelles et le calcul coût-bénéfice. Les auteurs présentent les multiples valeurs économiques pouvant être attribuées à la nature (valeur d'usage – direct ou indirect ; valeur d'option ; valeur de legs et valeur d'existence) et détaillent les méthodes d'évaluation monétaire existantes (préférences révélées et déclarées).
- 8 Par la suite, c'est en présentant l'économie écologique qu'est introduite la notion de capital naturel. Les auteurs montrent alors que le problème des analyses économiques (qu'il s'agisse des Physiocrates, de Marx ou de la fonction Cobb-Douglas) est de ne prendre en compte, au mieux, que la partie marchande du capital naturel (ressources agricoles et sylvicoles). Pourtant, l'analyse économique indique aussi qu'un stock de capital peut-être évalué à la somme actualisée de ses flux de revenus futurs (sur la base des travaux de Hicks, mentionnés dans cette partie du texte). Les services écosystémiques pourraient ainsi être compris comme des externalités non marchandes qu'il s'agirait d'évaluer, ou encore, comme autant de flux de revenus relatifs à un stock de capital naturel. Les auteurs concluent la section en avançant que « *ces exemples illustrent la nécessité qu'il y a à faire des choix, le plus souvent politiques, entre usages concurrents des éléments qui constituent le capital naturel. Ces arbitrages ne peuvent être opérés sans recourir à un calcul coût-bénéfice, même si les méthodes d'évaluation ne permettent pas toujours des conclusions tranchées, et si l'incertitude doit être introduite* » (p. 161). Les rapports TEEB et l'initiative *Natural Capital*, deux contributions majeures à l'analyse économique de la biodiversité aujourd'hui, sont à la fois mentionnés dans les « *défis et débats* » relevant de l'économie écologique, mais aussi intégrés dans la partie de l'ouvrage dédiée aux « *politiques* » de l'économie de l'environnement.
- 9 Dans la dernière section consacrée aux analyses de l'économie écologique, Éloi Laurent et Jacques Le Cacheux définissent cette dernière comme « *l'étude conjointe des systèmes naturels et des systèmes humains pour dépasser à la fois l'économie de l'environnement, réduite à l'application du modèle néo-classique standard aux enjeux écologiques, et l'écologie, entendue de manière restrictive comme science du seul monde naturel* » (p. 162). L'importance d'un cadre interdisciplinaire est soulignée afin d'envisager l'interdépendance dynamique (« *coévolution* ») entre les systèmes naturels et humains. À ce titre, les auteurs présentent les travaux d'Elinor Ostrom comme représentatifs de la démarche de l'économie écologique en ce qu'ils visent à comprendre la complexité des interrelations systémiques socio-écologiques et à assurer les conditions de leur durabilité. Les auteurs

mentionnent les travaux de Nicholas Georgescu-Roegen, Kenneth Boulding et Herman Daly dans la dernière partie de l'introduction générale. Ils mettent alors en évidence que l'économie écologique entend s'instituer non plus comme une sous-discipline de l'économie (comme c'est le cas de l'économie de l'environnement), mais qu'au contraire « *l'environnement change la nature de l'économie* » (p. 23). Néanmoins, ces éléments ne sont pas développés par la suite.

- 10 La question de l'identité de l'économie écologique *per se*, ainsi que par négatif avec celle de l'économie de l'environnement est une question épineuse et sujette à débats permanents, notamment parce qu'elle est liée au degré de rejet du cadre de l'analyse économique standard. Dans leur ouvrage, Éloi Laurent et Jacques Le Cacheux annoncent montrer la complémentarité des deux approches, ce qui se traduit par une structuration thématique et l'évacuation des questions d'ordre méthodologique et épistémologique. Au travers de cet ouvrage, le lecteur bénéficie d'un éclairage important sur la diversité et la complexité des problèmes environnementaux contemporains, mais il est toutefois difficile de comprendre pourquoi le besoin de recourir à un nouveau cadre d'analyse (l'économie écologique) s'est fait sentir afin de penser la soutenabilité et comment ont progressivement évolué les objets et les contours de celui-ci dans ses relations avec les autres champs scientifiques (écologie, sciences sociales et économie).
- 11 Pourtant, nombre de travaux fournissent des éléments d'analyse particulièrement intéressants sur la structuration historique de ces courants de pensée. Spash (1999 ; 2011) montre que l'économie de l'environnement a initialement été envisagée comme porteuse d'une remise en cause profonde de la pensée économique, comparable aux bouleversements de la révolution keynésienne. Cette tentative fut cependant un échec, les travaux ayant progressivement pris la forme d'une extension de la pensée standard à l'environnement (modèles d'équilibre général intégrant la thermodynamique, contrôle optimal de la pollution, analyses cout-bénéfices et évaluation monétaire). Dès lors, l'économie de l'environnement s'est construite comme sous-discipline de la pensée standard, à la fois critiquée par cette dernière précisément parce que sortant du cadre traditionnel, mais aussi incapable de répondre aux mouvements politiques environnementalistes en développement. C'est dans ce contexte de malaise au sein de la communauté scientifique, mais aussi afin de réinstaurer l'environnement comme une priorité politique à la suite de la décennie Thatcher-Reagan, que la nécessité d'ouvrir un nouveau champ d'analyse, cette fois clairement interdisciplinaire et ouvert sur les sciences sociales, a vu le jour (Spash, 2013). Toutefois, Røpke (2005) montre qu'un grand nombre d'économistes standard ont aussi été parmi les instigateurs de l'économie écologique (Kenneth Arrow, Karl-Göran Mäler, Partha Dasgupta, David Pearce, Charles Perrings...). Selon Spash (2011) la pluri/interdisciplinarité a ici joué un rôle clef, au sens où de nombreux écologistes sont restés insensibles aux divisions disciplinaires en économie et ont cherché à inclure dans le champ les figures les plus prééminentes afin que la cause environnementale puisse bénéficier du plus grand impact politique possible.
- 12 Ainsi, l'économie écologique s'est historiquement construite sur la base d'un pluralisme méthodologique (Norgaard, 1989), visant à maintenir une ouverture à la fois intra et interdisciplinaire. Toutefois, de nombreuses figures ont toujours mis en évidence la nécessité de s'inscrire dans un cadre plus clairement hétérodoxe afin de produire des recherches et des résultats ayant un impact sociétal à la mesure des enjeux

environnementaux (Spash, 2011 ; 2012 ; 2013). Aujourd'hui, ces débats se ravivent, suite aux rapports TEEB notamment, dont le message fondamental est largement favorable à la monétarisation des éléments naturels et auxquels ont participé à la fois des économistes standards et de nombreuses figures importantes de l'économie écologique. Spash (2013) met en évidence la co-existence de trois champs aux positionnements méthodologiques et épistémologiques distincts, mais dont les frontières sont perméables, au sein de l'économie écologique aujourd'hui : la « *nouvelle économie des ressources* », le « *nouveau pragmatisme environnemental* » et « *l'économie écologique et sociale* »².

- 13 Le sujet s'avère donc passionnant et il est regrettable que ces éléments ne soient pas abordés dans l'ouvrage d'Éloi Laurent et Jacques Le Cacheux. Pour finir, nous remarquerons également l'absence de références à d'importants penseurs français de l'économie écologique, comme René Passet, Sylvie Faucheux et Martin O'Connor pourtant identifiés comme tels sur le plan international. Chercher à identifier la spécificité de la pensée française en économie écologique, notamment dans ses relations (complémentaires et contradictoires) avec les écoles institutionnalistes existantes (régulation, conventions...) ferait un passionnant sujet pour un prochain ouvrage... Avis aux amateurs!

BIBLIOGRAPHIE

Norgaard R. B., 1989, "The case for methodological pluralism", *Ecological Economics* 1, p. 37-57.

Røpke I., 2004, "The early history of modern ecological economics", *Ecological Economics* 50, p. 293-314.

Røpke I., 2005, "Trends in the Development of Ecological Economics from the Late 1980s to the Early 2000s", *Ecological Economics* 55, p. 262-290.

Spash C.L., 1999, "The development of environmental thinking in economics", *Environmental Values* 8, p. 413-435.

Spash, C.L., 2011, "Social ecological economics: understanding the past to see the future", *American Journal of Economics and Sociology* 70, p. 340-375.

Spash, C.L., 2012, "New foundations for ecological economics", *Ecological Economics* 77, p. 36-47.

Spash, C.L., 2013, "The shallow or the deep ecological economics movement?" *Ecological Economics* 93, p. 351-362.

NOTES

1. The Economics of Ecosystems and Biodiversity (2010)

2. Terminologies traduites de l'anglais par l'auteur.

AUTEUR

LESLIE CARNOYE

Leslie Carnoye est doctorante à l'université de Lille 1. Économiste de formation, sa thèse est financée par l'université et s'inscrit dans un cadre pluridisciplinaire par son rattachement aux laboratoires Clersé et LGCgE. Ses travaux de recherche portent sur l'analyse économique de la biodiversité, dans le cadre des espaces naturels protégés.